

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies permettant de vous proposer des services et offres adaptés à vos centres d'intérêt. [En savoir plus](#)

[Fermer x](#)



Que dit l'économie ?

Politique économique

Comment Jacques Attali tente de réinventer le PIB avec son économie positive

Par Jean-Louis Dell'Oro

Publié le 24-09-2014 à 07h33

L'ancien sherpa de François Mitterrand a développé un indice pour mesurer la prise en compte du long terme par les pays de l'OCDE. Mais cet indicateur alternatif au PIB n'est pas sans poser de problème.



"Nous ne tenons pas assez compte des générations futures". Jacques Attali a indéniablement le sens de la formule. Après la lutte contre la faim dans le monde (il est le cofondateur d'Action contre la faim), le redressement de l'économie (via la Commission pour la libération de la **croissance** (<http://www.challenges.fr/lexique/croissance.html>) française) ou encore la production d'opéras, Jacques Attali s'attaque à un nouveau défi de taille : trouver une alternative au PIB. L'économiste touche-à-tout a ainsi participé à la création d'un nouvel indicateur qui prend en compte la transmission des biens et des connaissances entre les différentes classes d'âge ainsi que la soutenabilité d'une société sur le long terme. Vaste programme.

Le 10 septembre dernier, sous les ors de l'hémicycle du Conseil économique, social et environnemental, l'actuel dirigeant de PlaNet Finance a présenté son nouveau bébé. Baptisé "indice de la positivité", il a été mis au point avec l'aide de Cédric Baecher, rapporteur général de l'indice, à l'occasion du Positive Economy Forum qui se tient cette année au Havre du 24 au 26 septembre.

Son but : évaluer le degré de "positivité" de l'économie. L'indice établit la moyenne (non pondérée) de 29 indicateurs aussi variés que le poids de la dette, l'insertion des jeunes sur le marché du travail, la reproduction des inégalités, la part des énergies renouvelables, la qualité des infrastructures ou encore le sentiment de liberté ou de santé ressentie. Des données les trois quarts du temps objectives et quantifiables, le quart restant dépendant de sondages.

Les Scandinaves en tête

L'indice mesure la solidarité sur trois niveaux : entre générations, entre territoires et entre acteurs (particuliers et entreprises). A partir de tels critères, ce sont les pays nordiques qui arrivent en tête, parmi les 34 pays de l'OCDE qui ont pu être analysés. La **Suède** (<http://www.challenges.fr/tag/suede>) monte sur la première marche du podium, suivie par la Norvège, le **Danemark** (<http://www.challenges.fr/tag/danemark>) et la Finlande.

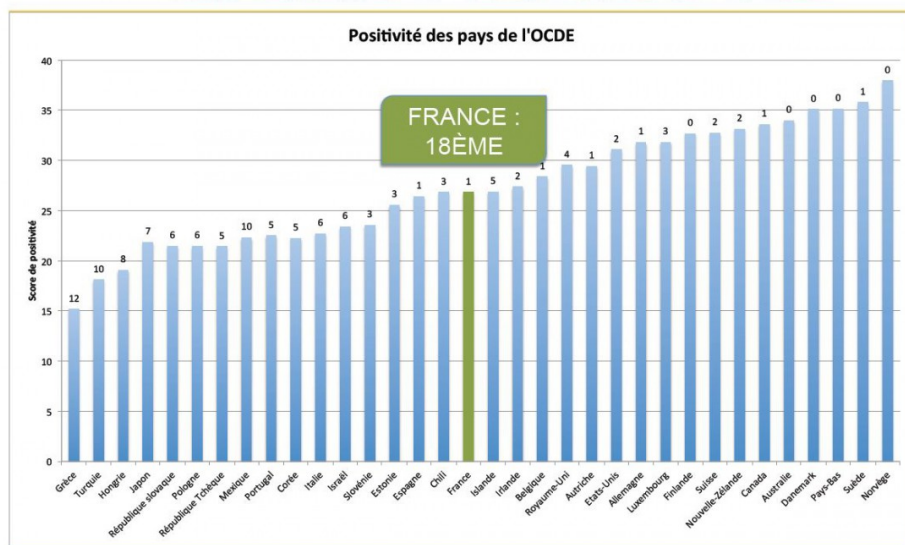
La France, elle, se situe dans la moyenne, à la 18ème place. Elle se classe 3ème des pays de l'OCDE pour ses infrastructures mais est 28ème en matière de reproduction des inégalités. Certes l'hexagone progresse d'une position sur un an. Mais c'est en grande partie dû au fait que, globalement, tous les autres pays ont reculé dans la prise en compte du long terme.

Du côté des pays les moins performants sur les critères retenus, la Hongrie, la Turquie et la Grèce sont à la traîne.



RÉSULTATS INDICE 2014

CLASSEMENT 2014 – POSITION DE LA FRANCE



Du bonheur intérieur brut à la Commission Stiglitz

Jacques Attali n'est pas le premier à s'essayer à la définition d'un outil alternatif au PIB. Certes, le produit intérieur brut a le mérite de la simplicité dans le cadre des comparaisons internationales. Mais il reste très quantitatif et il n'indique rien quant à la répartition des richesses. Ensuite, il amène à certaines aberrations. Par exemple, un Etat qui se surendette pour des dépenses publiques peut gonfler artificiellement sa richesse. Autre limite : l'indifférenciation des activités. Une société qui produit moins de déchets, et donc fait moins appel au recyclage, peut avoir un PIB inférieur à un pays pareil en tous points mais qui pollue énormément, ce qui nécessitera beaucoup d'investissements pour réparer les dégâts...

C'est pourquoi depuis les années 1970, de nombreux intellectuels se sont interrogés sur le bien fondé du produit intérieur brut. L'une des premières expériences dans ce domaine est à mettre à l'actif d'un petit pays coincé entre l'**Inde** (<http://www.challenges.fr/tag/inde>) et la **Chine** (<http://www.challenges.fr/tag/chine>) : le **Bhoutan** (<http://www.challenges.fr/tag/bhoutan>). Dès 1972, son roi préconise l'usage d'un nouvel indice intitulé "bonheur national brut" (BNB). Ce dernier regroupe plus de 70 critères mesurant à la fois la bonne gouvernance, la croissance et la préservation de l'environnement. Une initiative qui n'a malheureusement jamais permis au pays de sortir de la misère.

En 1990, l'économiste indien Amartya Sen crée pour le compte du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) l'indice de développement humain (IDH). Ce dernier prend à la fois en compte le niveau de vie, l'éducation et l'espérance de vie de chaque population. C'est certainement l'indice qui a rencontré le plus de succès.

Lorsqu'il était à l'Elysée, Nicolas Sarkozy avait confié à une commission internationale présidée par Joseph Stiglitz la mission de trouver une alternative au PIB (<http://www.challenges.fr/tag/pib>). Dans son **rapport rendu en 2009** (http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers_web/stiglitz/performance_eco.htm), la commission recommandait de davantage prendre en compte les revenus, leur répartition et les activités non marchandes. Sans que cela ne débouche sur quelque chose de concret. Voici pour les concepts les plus connus. Car une flopé d'autres indicateurs sont tombés dans l'oubli comme **l'indicateur du mieux vivre de l'OCDE** (<http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/>), le produit intérieur doux, l'indice de santé sociale ou l'indicateur de progrès véritable.

Vers la dictature de l'intérêt général ?

Avec son indice de la positivité des économies, Jacques Attali tente donc d'appréhender le long terme par le prisme de la solidarité à l'intérieur d'un pays. Une thèse qui va à l'encontre des fondements de la théorie économique classique. Dans "Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations", Adam Smith estime que la confrontation des intérêts particuliers suscite la compétition et la concurrence. Ce qui amène à la création de produits qui correspondent au mieux aux besoins de la société. L'individualisme de chacun sert alors l'intérêt de tous.

Du point de vue de Jacques Attali, cette vision de l'économie est dépassée :

Seulement, l'intérêt général ne se décrète pas cause commune aussi facilement. Chacun a sa vision du long terme et ses idées sur la manière de faire évoluer la société. Qui décidera des orientations? Comment les faire appliquer? Le projet que porte Jacques Attali a le mérite de mettre en lumière la responsabilité des anciens vis-à-vis des jeunes générations. Mais il pose aussi la question de savoir si, dans un jour pas si lointain, l'urgence de la situation (environnementale, sociale ou économique) ne va pas conduire à prendre des mesures drastiques, sans aucune consultation du peuple.

Passerons-nous alors à une forme de dictature de l'intérêt général, sans savoir très bien qui définira les contours de ce qu'il faut faire? Depuis plusieurs années, on voit les discours extrémistes se multiplier, qu'ils soient politiques, religieux ou environnementaux. Pour **Jacques Attali** (<http://www.challenges.fr/tag/jacques-attali>), la mise en place d'un processus de décision démocratique sur ces sujets sera l'enjeu majeur des décennies à venir.

Sur le web : Jacques Attali, président de PlaNet Finance, dans Le Grand Journal -